

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**AOO – 20250055001000**

**INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET MAINTENANCE D'UN  
SYSTEME PNEUMATIQUE BIDIRECTIONNEL POUR LE  
TRANSPORT DE LIQUIDES BIOLOGIQUES POUR LE CENTRE  
HOSPITALIER DE DENAIN**

---












Date et heure limites de réception des offres :

**04/08/2025 à 12:00**

**Etablissement support :**

**CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**  
Pôle Services – Cellule des marchés publics  
Avenue Désandrouin – B.P. 479  
59322 VALENCIENNES Cedex

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	AOO – 20250055001000 – INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET MAINTENANCE D'UN SYSTEME PNEUMATIQUE BIDIRECTIONNEL POUR LE TRANSPORT DE LIQUIDES BIOLOGIQUES POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée (MAPA)
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre composite
	<b>Délai de validité des offres</b>	6 mois
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Avec
	<b>PSE</b>	Avec
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par prestation
	<b>Visite sur site</b>	Visite obligatoire

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature .....	5
1.6 - Réalisation de travaux / prestations similaires .....	5
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3 - Conditions relatives au contrat .....	6
3.1 - Durée du contrat et délais d'exécution .....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.3 - Confidentialité .....	6
4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE) .....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	7
5.1 - Documents à produire .....	7
5.2 - Visites sur site .....	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Transmission sous support papier .....	10
7 - Examen des candidatures et des offres.....	10
7.1 - Sélection des candidatures .....	10
7.2 - Attribution du marché .....	11
7.2 - Négociation.....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	12
8 - Renseignements complémentaires .....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours.....	12

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

**AOO – 20250055001000 – INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET MAINTENANCE D'UN SYSTEME PNEUMATIQUE BIDIRECTIONNEL POUR LE TRANSPORT DE LIQUIDES BIOLOGIQUES POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN**

Le marché porte sur l'installation, la mise en service et la maintenance d'un système pneumatique bidirectionnel pour le transport de liquides biologiques (prélèvements sanguins, flacons d'hémocultures et gaz du sang), par l'intermédiaire de cartouches sécurisées ou autre moyen de transport équivalent, pour le Centre hospitalier de Denain.

Acheteur référent : Centre hospitalier de Valenciennes (en charge de la rédaction, de la passation, de la signature et de la notification du marché).

Etablissement bénéficiaire : Centre hospitalier de Denain (en charge de l'exécution du marché).

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « **marché ordinaire** » concerne les prestations suivantes :

- Installation et mise en service d'un système de transport pneumatique bidirectionnel pour le transport de liquides biologiques ;
- Garantie de 2 ans (compris : la maintenance préventive annuelle + pannes) ;
- Maintenance préventive, au terme de la garantie ;
- Formation des utilisateurs et des techniciens.

La partie « **accord-cadre à bons de commande** » concerne les prestations suivantes :

- Prestations de maintenance curative.

La partie « accord-cadre à bons de commande » est conclue sans montant minimum et avec montant maximum, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Celle-ci s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Montant maximum : 25 000 € H.T. par période d'exécution.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45231510	Travaux relatifs à des circuits pneumatiques de distribution de « courrier »
42417100	Élévateurs ou convoyeurs pneumatiques
50324200	Services de maintenance préventive

## 1.6 - Réalisation de travaux / prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de travaux / prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Les candidats n'ont pas l'obligation de répondre à la solution de base.

Ils peuvent présenter, tout en respectant les exigences minimales définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du code de la commande publique, une variante portant sur les aspects suivants :

Code	Libelle	Description
Variante n°1	Contenant de transport à usage unique	Contenant de transport pouvant transporter au minimum deux prélèvements et résistant aux possibles chocs à l'intérieur des tubes.

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Ils veilleront à respecter les exigences minimales indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) suivante :

Code	Libelle	Description
PSE n°1	Bâtiment MCO	3 stations de départ (1 par étage).

L'absence de cette prestation supplémentaire éventuelle (PSE) dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

### 3 - Conditions relatives au contrat

#### 3.1 - Durée du contrat et délais d'exécution

Cf. article 5 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

#### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au titulaire et aux sous-traitants de premier rang éventuels du marché sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement (AE).

#### 3.3 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité prévue pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

### 4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
  - ✓ Son annexe n°1 : Bordereau financier, décomposé de la façon suivante : « Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) » pour la partie « marché ordinaire » et « Bordereau des prix unitaires (BPU) » pour la partie « accord-cadre à bons de commande ».
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- L'attestation de visite ;
- Le planning prévisionnel, sur la base duquel les candidats doivent établir leur rétro-planning ;
- La lettre de candidature (formulaire DC1) ;
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2) ;
- La déclaration de sous-traitance, le cas échéant (formulaire DC4).

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE) au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) initial. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation des entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

***Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique :***

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
DC1 - Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses cotraitants.	Non
DC2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux faisant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.	-	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	-	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin).	-	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des travaux.	-	Non

Liste des pièces de certificats de qualification professionnelle et/ou de qualité :

Libellés	Niveau	Signature
Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des matériaux par des références à certaines spécifications techniques.	-	Non

Chacun des certificats précités peut faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères peuvent quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des travaux / prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
Acte d'engagement (AE) ;	Oui
Annexe n°1 : Bordereau financier, décomposé de la façon suivante : « Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) » pour la partie « marché ordinaire » et « Bordereau des prix unitaires (BPU) » pour la partie « accord-cadre à bons de commande ».	Non
Mémoire technique, établi sur la base du cadre de mémoire technique fourni par le pouvoir adjudicateur, comprenant l'ensemble des éléments demandés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) permettant d'apprécier les éléments listés à l'article 8.2 du présent règlement de la consultation (RC) ;	Non
Proposition de rétro-planning (en nombre de jours ouvrés) comprenant l'ensemble des étapes à partir de la réception de la commande jusqu'à la mise en service finale.	Non

Pièces complémentaires à fournir en vue de l'attribution du marché (le cas échéant) :

Libellés	Signature
Attestation fiscale (la dernière en date) ;	Non
Attestation sociale datant de moins de six mois ;	Non
Attestation d'assurance en cours de validité ;	Non
Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.	Non
Relevé d'identité bancaire (RIB).	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle doit également indiquer les travaux dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 5.2 - Visites sur site

Une visite sur site doit être réalisée sur le site concerné par le présent marché, par les opérateurs économiques désireux de remettre une offre.



La réalisation de la visite sur site est obligatoire et conditionne pas la validité de l'offre.

Pour des raisons de traçabilité, chaque candidat ayant réalisé la visite sur site doit toutefois fournir le certificat de visite, figurant dans le dossier de consultation des entreprises (DCE), dûment complété et signé, dans son offre.

Aucun candidat ne pourra se prévaloir ultérieurement d'une méconnaissance quelconque pour réclamer un supplément de prix à son offre initiale.

Date prévisionnelle : Au cours de la deuxième semaine de publication.

Le lieu de rassemblement pour la visite sur site est fixé à l'endroit suivant : Centre hospitalier de Denain – 25 bis rue Jean Jaurès – 59220 DENAIN.

La demande de rendez-vous est à adresser par mail à Monsieur Mathieu DIDIER, responsable biomédical du Centre hospitalier de Denain : [dmathieu@ch-denain.fr](mailto:dmathieu@ch-denain.fr).

La réponse à la présente consultation sur la base exclusive des plans fournis à l'appui du dossier de consultation des entreprises (DCE) demeure possible.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au maître d'ouvrage.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies dans le présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le pouvoir adjudicateur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**  
Pôle Services – Cellule des marchés publics  
Avenue Désandrouin – B.P. 479  
59322 VALENCIENNES Cedex

Les candidats doivent s'assurer du bon acheminement des copies de sauvegarde.

Il appartient aux candidats qui s'adressent à un transporteur de prendre toute disposition pour respecter les délais, horaires et lieu de dépôt des copies de sauvegarde. À charge pour les candidats de vérifier les obligations contractuelles d'acheminement des copies de sauvegarde auxquelles le transporteur est tenu.

Aucune copie de sauvegarde ne sera acceptée par un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur se dégage de toute responsabilité en cas de dépôt des copies de sauvegarde en dehors des créneaux horaires spécifiés dans le présent règlement de la consultation et/ou dans un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers doivent être transmis dans des formats largement disponibles.

L'utilisation de fichiers au format compressé (zip) est fortement déconseillée, afin d'éviter tout risque d'inexploitabilité susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les documents doivent être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fait l'objet d'un archivage de sécurité et est réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en est alors informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché public par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **7 - Examen des candidatures et des offres**

## **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 7.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable peut être régularisée pendant la négociation et que seule une offre irrégulière peut être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée est systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière peut être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre peut avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1 - VALEUR TECHNIQUE</b> , appréciée sur la base du cadre de réponse technique.	<b>50.0 points</b>
1.1 - Délais d'installation et de mise en service (Sera jugé le nombre de jours ouvrés indiqué dans la proposition de rétro-planning du candidat, comprenant l'ensemble des étapes à partir de la réception de la commande jusqu'à la mise en service finale).	15.0 points
1.2 - Délai d'intervention (dans l'optique d'une intervention curative) (Sera jugé : le délai d'intervention maximum en cas de panne / <b>5.0 points</b> , le délai garanti de remise en état en cas de panne / <b>3.0 points</b> (déclinaison, basée sur les interventions les plus récurrentes : remplacement de 1m de tuyau / 1.0 point ; remplacement de station / 1.0 point ; changement de turbine / 1.0 point) et les moyens d'organisation mis en œuvre par le candidat pour respecter ces délais / <b>2.0 points</b> ).	10.0 points
1.3 - Moyens humains dédiés à l'exécution du marché (Sera jugé : La cohérence (en nombre et en compétences – CV à fournir) de l'équipe dédiée à la réalisation des travaux / <b>5.0 points</b> et le nombre de techniciens disponibles pour intervenir sous 2h maximum pour les opérations de maintenance / <b>5.0 points</b> ).	10.0 points
1.4 - Qualité des prestations de maintenance proposées (Sera jugé : la durée d'immobilisation (maintenance préventive) / <b>2.0 points</b> , la couverture de la maintenance préventive et curative (opérations de maintenance type à décrire étape par étape) / <b>2.0 points</b> et le nombre d'actions effectuées (entretien des filtres, nettoyage des tubes...) / <b>1.0 point</b> ).	5.0 points
1.5 - Qualité du matériel proposé (Sera jugé : la qualité de la station proposée (ergonomie, clavier de commande, panier de réception, supports, ensemble des fonctionnalités) / <b>3.0 points</b> , la qualité du contenant de transport proposé (capacité, système de traçabilité, nettoyage) / <b>2.0 points</b> , la qualité du système de priorisation des arrivées (détail du fonctionnement à fournir) / <b>1.0 point</b> , la qualité du système de supervision proposé (hébergement du logiciel, différents types d'alarmes, possibilité d'extraction / d'exportation des données / <b>3.0 points</b> et le nombre de décibels maximum du système proposé / <b>1.0 point</b> ).	10.0 points
<b>2 - PRIX DES PRESTATIONS</b> , apprécié sur la base du bordereau financier, décomposé de la façon suivante : « Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) » pour la partie « marché ordinaire » et « Bordereau des prix unitaires (BPU) » pour la partie « accord-cadre à bons de commande ».	<b>40.0 points</b>
2.1 - Montant global et forfaitaire de la partie « marché ordinaire » (DPGF)	30.0 points
2.2 - Montant total estimatif de la partie « accord-cadre à bons de commande » (BPU)	10.0 points

<b>3 - PERFORMANCES EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b> , appréciée sur la base du cadre de réponse technique.	<b>10.0 points</b>
3.1 - Présence de produits recyclés dans les matériaux utilisés pour les travaux (fiches techniques à fournir)	<i>5.0 points</i>
3.2 - Nombre de véhicules pour la venue lors des travaux avec modèles et combustibles utilisés (diesel, essence, électrique, hybride...).	<i>2.0 points</i>
3.3 - Modalités d'évacuation des déchets (déchèterie, revalorisation auprès d'une entreprise...).	<i>3.0 points</i>

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 7.2 - Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats arrivés en tête au terme de l'analyse des offres initiales.

Les formes et les conditions de celles-ci seront les mêmes pour l'ensemble des candidats, ils en seront informés par tout moyen (courrier, mail, fax).

## 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

# 8 - Renseignements complémentaires

## 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du maître d'ouvrage, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse est alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE**  
5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - C.S. 62039  
59014 LILLE CEDEX

Téléphone : 03.59.54.23.42

Télécopie : 03.59.54.24.45

Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

*\* Coordonnées identiques, pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- ➡ Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché public ;
- ➡ Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
- ➡ Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché public est rendue publique.

*Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

L'organe chargé des procédures de médiation est :

**COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS DE NANCY**

Préfecture de Meurthe et Moselle  
1, rue du préfet Claude Erignac  
54000 NANCY

Tél. : 03 83 34 25 65

Mail. : [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)